



SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT
CONFÉDÉRATION SUISSE
CONFEDERAZIONE SVIZZERA
CONFEDERAZIUN SVIZRA

Rapport de monitoring NEM

1^{er} trimestre 2006 et 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale

Période du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006

Répercussions de l'exclusion du régime de l'aide sociale dans le domaine de l'asile des personnes frappées d'une décision de non-entrée en matière entrée en force (exclusion de l'aide sociale en cas de NEM)

Berne-Wabern, août 2006

Résumé

La mesure visant à exclure de l'aide sociale les personnes frappées d'une décision de non-entrée en matière (NEM) et à leur octroyer à la place une aide d'urgence doit permettre d'atteindre trois objectifs : le départ de ces personnes, la baisse du nombre des demandes d'asile non fondées et la réalisation d'économies.

Lors de l'adoption de cette mesure, beaucoup craignaient que la criminalité n'augmente, que les personnes concernées ne passent à la clandestinité, que les victimes ne perçoivent pas la protection nécessaire et que le retour ne soit pas possible faute de papiers d'identité.

Or, au bout de deux ans, on ne peut que tirer un **bilan globalement positif** : les objectifs ont été atteints et les craintes exprimées n'ont pas été confirmées.

- Sur l'effectif total des personnes frappées, entre le 1^{er} avril 2004 et le 31 mars 2006, d'une NEM exécutoire (6685), **les deux tiers environ n'ont jamais perçu l'aide d'urgence**. Pour la majeure partie de ces dernières, rien ne prouve qu'elles aient continué à séjourner illégalement en Suisse.
- Le nombre des demandes d'asile non fondées a baissé ; comparativement à l'année précédente, 2005 a enregistré un recul avoisinant les 30 %. Si cette chute correspond à la tendance observée dans l'ensemble de l'Europe, elle est particulièrement vertigineuse en Suisse. Par contre, le taux de reconnaissance de la qualité de réfugié a progressé, s'élevant fin 2005 et fin juillet 2006 à 13,6 et 15,6 % respectivement.
- La criminalité n'a pas augmenté et la sécurité publique n'a pas été compromise. Le taux de criminalité est d'ailleurs moins élevé chez les personnes frappées d'une NEM que chez les requérants d'asile.
- La moitié environ des interpellations ont eu lieu pour séjour irrégulier, un quart pour infraction à la loi sur les stupéfiants (LStup) ou délit contre le patrimoine et un quart pour d'autres états de fait (par ex., violation de domicile, menace). Il s'agit essentiellement de délits mineurs (vol à l'étalage, dommages à la propriété, resquille, etc.).
- Sur les huit trimestres, la durée moyenne de perception de l'aide d'urgence est de 113 jours par personne. La durée de perception de l'aide d'urgence chez les personnes frappées d'une NEM est approximativement trois fois et demie plus courte que la durée moyenne du séjour des personnes frappées d'une décision d'asile négative, lesquelles bénéficient de l'aide sociale.
- Les personnes vulnérables ont reçu la protection et le soutien nécessaires.
- Durant les douze premiers mois (d'avril 2004 à mars 2005), les coûts de tous les cantons en matière d'aide d'urgence ont été couverts ; or, depuis le 2^{ème} trimestre 2005, les indemnités versées par la Confédération ne suffisaient plus. C'est pour cette raison que le Conseil fédéral a, le 1^{er} avril 2006, **augmenté le forfait d'aide d'urgence de 600 francs à 1800 francs** par NEM exécutoire, et ce, rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2005. Il a également renoncé, malgré la baisse du nombre des demandes d'asile, à réduire de 20 millions de francs au total en 2006 le forfait destiné à couvrir les frais d'encadrement (**compromis en matière d'asile**).
- Grâce à l'augmentation du forfait d'aide d'urgence, les frais engendrés jusqu'à la fin du mois de mars 2006 par l'ensemble des cantons au titre de l'aide d'urgence en faveur des personnes frappées d'une NEM exécutoire depuis le 1^{er} avril 2004 (effectifs soumis au nouveau régime ; NR) sont couverts ; il n'en est pas de même des dépenses structurelles. Le compromis en matière d'asile aura néanmoins permis d'éviter un report des charges sur les cantons en 2005 et 2006.

Rapport - 1^{er} trimestre 2006 et 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale (période du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006)

1. L'essentiel concernant le 1^{er} trimestre 2006

Nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence : Le nombre de personnes soumises *au nouveau régime* (NR) ayant sollicité l'aide d'urgence a, comparé au trimestre précédent, augmenté (908 contre 878). Rappelons que la Confédération a, au besoin, pris à sa charge jusqu'au 31 décembre 2004 les dépenses ordinaires liées à l'aide sociale des 4990 personnes soumises *au régime transitoire* (RT). Aussi ces personnes ne sont-elles comptabilisées dans le rapport de monitoring NEM que depuis le 1^{er} trimestre 2005. Au 1^{er} trimestre 2006, 860 d'entre elles, soit 17 %, bénéficiaient encore de l'aide d'urgence (contre 971 durant le trimestre précédent). Si l'on inclut les RT, les cantons ont donc, durant ce trimestre, versé des prestations d'aide d'urgence à 1768 personnes (elles étaient 1849 durant le trimestre précédent).

Profil des bénéficiaires de l'aide d'urgence : Dans la lignée du trimestre précédent, concernant les personnes soumises *au nouveau régime*, les hommes représentent 87 % des bénéficiaires d'une aide d'urgence. 10 % des bénéficiaires ont moins de 18 ans, 70% se situent dans la fourchette des 18 à 30 ans et 20% sont âgés de plus de 30 ans. Dans 36 % des cas au moins, on ne sait pas de quel Etat ou de quel continent ils proviennent¹. Les deux tiers restants sont d'origine d'un des 65 pays recensés, dont en particulier le Nigéria, la Guinée, la Serbie-et-Monténégro, l'Algérie et la Géorgie. Les personnes menacées de devoir quitter la Suisse sont moins enclines à bénéficier de l'aide d'urgence que celles dont l'exécution du renvoi sous contrainte est difficile ou impossible.

Coûts de l'aide d'urgence engendrés par les personnes soumises au nouveau régime : La facture s'est allégée par rapport au trimestre précédent (de 1 560 000 à 1 311 000 francs²). 39 % des coûts ressortent au canton de Zurich, 15% au canton de Vaud et 10% au canton de Berne.

Frais de santé non compris, les coûts par jour et par personne affichent une hausse de 26 à 27 francs. En revanche, la durée de perception des prestations se monte désormais à 53 jours contre 62 au trimestre précédent.

Les frais des prestations médicales ont fortement chuté par rapport au trimestre précédent (221 000 francs contre 339 000 francs). De même, la part des prestations médicales dans les dépenses d'aide d'urgence a diminué de 22 à 17 % en l'espace de trois mois.

Par ailleurs, le nombre de personnes dont la décision NEM est entrée en force durant le 1^{er} trimestre 2006 et donnant droit aux cantons à une indemnisation unique au titre de l'aide d'urgence s'élevant à 1800 francs présente à nouveau un léger recul (de 525 à 490 le trimestre précédent). Les cantons ont, durant le trimestre sous revue, reçu des indemnités dans le cadre de l'aide d'urgence à hauteur de 882 000 francs. De plus, les cantons ont, au cours de ce trimestre, facturé des forfaits pour l'exécution de 37 renvois³ (1000 francs par renvoi exé-

¹ La part des personnes dont on ne sait pas de quel Etat elles proviennent par rapport au nombre total de personnes dont la NEM est entrée en force au 1^{er} trimestre 2006 s'élève à 21,4 %. Ce groupe de personnes est donc surreprésenté parmi les bénéficiaires de l'aide d'urgence. Il s'agit essentiellement de cas dont l'exécution du renvoi est difficile.

² Par la suite, tous les montants indiqués sont arrondis.

³ Les indemnités versées aux cantons pour l'exécution des renvois doivent leur permettre de couvrir leurs éventuelles dépenses supplémentaires susceptibles de survenir lors de la préparation des départs (notamment coûts de l'aide d'urgence, c'est-à-dire frais liés au logement et au soutien). Les cantons sont indemnisés séparément pour leurs frais de départ, conformément aux art. 54ss OA2.

cuté). Pour cette même période, l'aide d'urgence consentie par les cantons s'est chiffrée à 1 311 000 francs, ces derniers accusant ainsi un déficit de 392 000 francs.

Coûts de l'aide d'urgence engendrés par les personnes soumises au régime transitoire : Là encore, la facture s'est allégée, puisqu'elle s'élève dorénavant à 1 603 000 francs, alors qu'elle indiquait la somme de 2 055 000 francs trois mois plus tôt (soit une baisse de 22 %). 58 % de cette somme est imputée au canton de Zurich, 7 % au canton de Vaud et 5 % au canton de Berne. Si les coûts par personne et par jour demeurent de 27 francs, la durée de perception des prestations est tombée à 64 jours (71 le trimestre précédent).

Les frais des prestations médicales se sont réduits d'environ 19 % (476 000 francs au trimestre précédent contre 383 000 francs actuellement).

Si l'on prend en compte les coûts de l'aide d'urgence engendrés par les personnes soumises *au régime transitoire*, les cantons affichent un déficit de l'ordre de 1 995 000 francs, pour des charges totales de 2 914 000 francs, de.

Comparaisons intercantionales : Les indemnités versées par la Confédération ne permettent pas à dix cantons de couvrir leurs dépenses dues à l'aide d'urgence octroyée aux personnes soumises *au nouveau régime*, et ce malgré l'augmentation de l'indemnité à 1 800 francs.

Si les coûts de l'aide d'urgence en faveur des NR ont connu une chute vertigineuse au cours du 1^{er} trimestre 2006 dans les cantons de Vaud et de Zurich, ils ont sensiblement augmenté dans les cantons de Berne, de Neuchâtel et du Valais. Le canton de Vaud a été confronté à une baisse aussi bien de l'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence que de la durée moyenne de perception des prestations. Dans le canton de Zurich, c'est l'importante réduction de cette durée qui explique la baisse des coûts. Les cantons de Berne et du Valais ont, pour leur part, enregistré une hausse de l'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence par rapport au trimestre précédent ; quant au canton de Neuchâtel, l'augmentation de ses coûts résulte de la hausse considérable de ses dépenses de santé et de l'allongement de la durée moyenne de perception des prestations.

Coûts structurels : Outre les prestations relatives à l'aide d'urgence, les cantons ont, durant le trimestre sous revue, enregistré des frais découlant de structures d'hébergement non occupées se chiffrant à 1 405 000 francs. Force est de constater, comparativement au trimestre précédent, une augmentation de 176 000 francs (cf. à ce sujet [Annexe VII](#)). En répartissant la somme totale entre les jours de soutien prévus, on obtient des coûts moyens par jour de soutien effectif d'environ 16 francs (11,5 le trimestre précédent). Jusqu'à présent la Confédération ne prend pas en considération ces coûts dans le calcul qu'elle effectue pour savoir si les forfaits qu'elle alloue aux cantons au titre de l'aide d'urgence couvrent leurs dépenses.

L'évaluation des données livrées par les cantons a révélé que la collecte des informations en matière d'hébergement avait été réalisée différemment selon les cantons. En effet, certains ont continué d'indiquer dans le formulaire de dépenses d'aide d'urgence leurs frais d'hébergement et parfois leurs coûts structurels ; dans ces cas, les coûts mentionnés ont été groupés différemment pour les besoins de l'analyse. D'autres ont fourni des indications concernant les dépenses d'hébergement qui manquaient de précision quant à la répartition des dépenses entre les frais d'hébergement au sens strict (c'est-à-dire les coûts par personne hébergée et par nuitée) et les coûts structurels ; dans ces cas, les coûts ont été basés sur le forfait d'hébergement cantonal accordé aux requérants d'asile (cf. à ce sujet [Annexe VII](#)).

Sécurité publique : Au cours du trimestre sous revue, les autorités de police ont procédé à 525 interpellations concernant au total 352 personnes soumises *au nouveau régime*. 322

interpellations (soit 61 %) ont eu lieu exclusivement pour séjour irrégulier. Ce pourcentage dépasse ceux des trimestres précédents, qui oscillaient entre 44 et 52 %. A noter toutefois le recul du nombre des infractions à la LStup et des délits contre le patrimoine. Ces délits ne représentaient effectivement plus que 21 % des interpellations au 1^{er} trimestre contre 25 % au trimestre précédent. Si l'on ajoute le nombre des interpellations concernant les personnes soumises *au régime transitoire*, on obtient le chiffre de 805 interpellations pour 558 personnes⁴.

S'agissant personnes soumises *au régime transitoire*, le nombre des interpellations et des personnes interpellées ne cesse de régresser.

⁴ Les personnes interpellées dans plusieurs cantons ne sont comptées qu'une seule fois. Les anciennes versions de l'annexe 9, qui contenaient les formulaires pour les coûts d'hébergement relevés par canton, n'ont pas été intégrées dans le présent rapport. Elles peuvent, au besoin, être commandées à l'adresse électronique suivante : Monitoring-NEE@bfm.admin.ch.

2. 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale (du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006)

2.1 Evolution de la situation au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale

Augmentation du forfait alloué au titre de l'aide d'urgence : Dans le cadre du "compromis en matière d'asile" de décembre 2005, la Confédération a renoncé à modifier le forfait d'encadrement, qui visait à supprimer les réserves stratégiques dans ce domaine, y compris la contribution de base d'un montant d'environ 26 millions de francs (ou 20 millions pour 2006 en cas d'entrée en vigueur au 1^{er} avril 2006). Les cantons ont approuvé la proposition de porter le forfait à 1800 francs - au lieu des 4200 francs requis à l'origine - par NEM exécutoire. Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006, la modification de l'ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE) a ainsi permis d'augmenter de 600 à 1800 francs par NEM exécutoire le forfait alloué au titre de l'aide d'urgence rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2005.

Aide au retour dans les centres d'enregistrement et de procédure: Au mois de mars 2005 a été lancé, à titre d'essai, le projet Aide au retour dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) de la Confédération. Comprenant des conseils en vue du retour, l'organisation du départ et une aide financière, ce projet s'adresse aux requérants d'asile ayant retiré leur demande ou faisant l'objet d'une NEM, pour autant qu'elle ne soit pas encore entrée en force. Il s'agit, pour l'essentiel, de conseils personnalisés en vue du retour, au cours desquels la situation de l'intéressé est analysée et ses perspectives d'avenir déterminées. La modification de l'ordonnance 2 sur l'asile relative au financement (OA2), entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006, a définitivement introduit l'aide au retour dans les CEP.

Evolution des coûts de l'aide d'urgence : Les rapports de monitoring font la distinction entre les coûts de l'aide d'urgence et les coûts structurels. Par coûts de l'aide d'urgence, on entend les frais d'alimentation, d'habillement, d'hygiène, de santé et d'hébergement. Quant aux coûts structurels, ils désignent les frais qui découlent de la mise à disposition de structures d'hébergement, indépendamment du taux d'occupation (loyer, entretien, encadrement et sécurité). Les coûts structurels ne donnent lieu à aucune indemnisation de la part de la Confédération. Les deux premières années suivant l'introduction de la mesure d'exclusion de l'aide sociale, les indemnités versées par la Confédération ont suffi à couvrir les coûts de l'aide d'urgence sur l'ensemble du territoire suisse, notamment grâce au forfait alloué au titre de l'aide d'urgence, qui a été porté à 1800 francs. Par contre, les cantons affichent un déficit au niveau de leurs coûts structurels, un constat dont a tenu compte le compromis en matière d'asile (voir plus haut).

Durant la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, les cantons ont accusé pour trois trimestres des déficits résultant de la confrontation entre les coûts de l'aide d'urgence et les indemnités de la Confédération (voir Annexe 1). Ces déficits sont principalement dus aux facteurs suivants : comme premier facteur, citons l'arrêt du Tribunal fédéral (TF) du 18 mars 2005, selon lequel il convient d'accorder l'aide d'urgence également aux personnes non coopératives. Le TF a justifié sa position en précisant que même les personnes résidant illégalement en Suisse avaient le droit d'invoquer l'art. 12 de la Constitution fédérale (Cst.). S'agissant de l'octroi de l'aide d'urgence, il est notamment possible de demander à la personne sollicitant de telles prestations de coopérer de façon à constater qu'elle se trouve bien dans une situation d'urgence. Afin d'éviter que les prestations ne soient versées plusieurs fois, le fait de percevoir des prestations peut également être assorti de conditions,

comme le retrait personnel de ces prestations (pour autant que cela soit raisonnablement exigible) ou l'individualisation appropriée du bénéficiaire. De telles clauses accessoires doivent toutefois être conçues de sorte que le recours au droit fondamental, comme le prévoit la Cst., soit assuré. Concernant le grief de l'abus de droit, le TF a, par analogie, souligné que l'art. 12 Cst. protégeait non pas les intérêts visés par le droit des étrangers, mais la survie du recourant. Tant qu'il utilise les moyens qui lui sont accordés pour mener une existence dans la dignité humaine, il n'emploie pas l'aide d'urgence à des fins autres que celles que l'institution juridique entend protéger dans les situations d'urgence.

Le second facteur responsable des déficits consiste en la réduction des indemnités versées par la Confédération suite à la baisse du nombre des demandes d'asile et, partant, des NEM et donc des forfaits alloués aux cantons au titre de l'aide d'urgence. L'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence et la durée de perception des prestations étant, eux, à la hausse, les indemnités de la Confédération ne suffisent plus à couvrir les frais, si l'on y ajoute les coûts structurels. Si l'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence est resté quasiment le même que celui du dernier trimestre 2005, force est néanmoins de constater, au cours du trimestre sous revue, une diminution de la durée moyenne de perception des prestations et une légère réduction des coûts. Reste maintenant à savoir si cette tendance persistera.

Nouveaux formulaires pour les coûts d'hébergement : Au dernier trimestre 2005, les nouveaux formulaires destinés à recueillir les coûts d'hébergement ont été mis en application. Ils ont été établis en concertation avec le groupe de contact Monitoring NEM, dans lequel la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), la Conférence des directeurs et directrices cantonaux des affaires sociales (CDAS) et l'Association des services cantonaux de migration (ASM) sont représentées à raison d'un membre chacune. Au mois de septembre 2005, les organes cantonaux compétents ont été informés des modalités à suivre pour relever leurs dépenses (projet et instructions). La modification avait pour objectif de définir plus précisément la part des coûts d'hébergement, indépendamment de l'occupation effective des logements : les coûts d'hébergement (nuitées) et les frais découlant de la mise à disposition des structures d'hébergement correspondantes (loyer, entretien, encadrement et sécurité) sont donc désormais énumérés séparément (cf. "Evolution des coûts de l'aide d'urgence", p. 6). Jusque-là, ces deux types de dépenses n'étaient pas clairement différenciés, de sorte que les frais de nuitées étaient parfois enregistrés comme coûts structurels et vice-versa. Or, la distinction est importante, la Confédération ne prenant pas en considération les coûts structurels dans le calcul qu'elle effectue pour savoir si les forfaits qu'elle alloue aux cantons au titre de l'aide d'urgence couvrent leurs dépenses. Cette modification limite la comparabilité entre les différents trimestres étudiés dans le rapport, car elle entraîne une diminution des coûts structurels et, à l'inverse, une augmentation des coûts de l'aide d'urgence au sens strict (alimentation, habillement, hygiène, hébergement, santé).

Evolution des chiffres dans le domaine de la sécurité publique : La police, tout comme les villes et les communes concernées, attestent que la criminalité n'a pas augmenté et que la sécurité publique n'a pas été compromise. De même, du point de vue des autorités chargées de l'exécution des renvois, les personnes frappées d'une NEM n'ont pas posé davantage de problèmes en matière de criminalité que les autres personnes relevant du domaine de l'asile. Enfin, aucune statistique ne prouve que la criminalité a augmenté à la suite de l'introduction de la mesure d'exclusion de l'aide sociale.

2.2 Données relatives aux personnes frappées d'une NEM entrée en force entre le 1^{er} avril 2005 et le 31 mars 2006

Nombre de personnes frappées d'une décision de NEM : Au cours de la 2^{ème} année suivant l'entrée en vigueur de la mesure d'exclusion de l'aide sociale (d'avril 2005 à mars 2006), 2235 décisions NEM sont entrées en force, soit un recul de 50 % par rapport à la 1^{ère} année, durant laquelle 4450 NEM étaient devenues exécutoires. La forte régression des NEM en 2005 par rapport à l'année précédente est ainsi mise en exergue (- 51 %). Sur les deux années, au total 6685 décisions NEM sont entrées en force.

Décisions de NEM dans les CEP et dans les cantons : Environ 69 % des décisions NEM entrées en force au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale ont été prononcées dans un CEP et 31 % suite à l'attribution des intéressés à un canton. La 1^{ère} année avait enregistré des pourcentages de 47 et 53 % respectivement.

52 % des décisions NEM ont été non seulement rendues dans un CEP, mais en plus y sont entrées en force (contre 31% la 1^{ère} année). Ainsi, les personnes concernées n'ont été réparties que virtuellement entre les cantons en vue de l'éventuelle exécution de leur renvoi. 48 % des décisions NEM ne sont, en conséquence, entrées en force qu'après l'attribution des intéressés à un canton (le pourcentage était de 69 un an plus tôt).

Ces chiffres reflètent la tendance à accélérer la procédure d'asile et à prendre les décisions plus rapidement. De plus en plus souvent, les décisions NEM entrent en force déjà dans les CEP, ce qui fait que les personnes concernées ne sont plus réellement réparties entre les cantons. Cette manière de procéder réduit encore la probabilité que ces personnes sollicitent l'aide d'urgence dans les cantons.

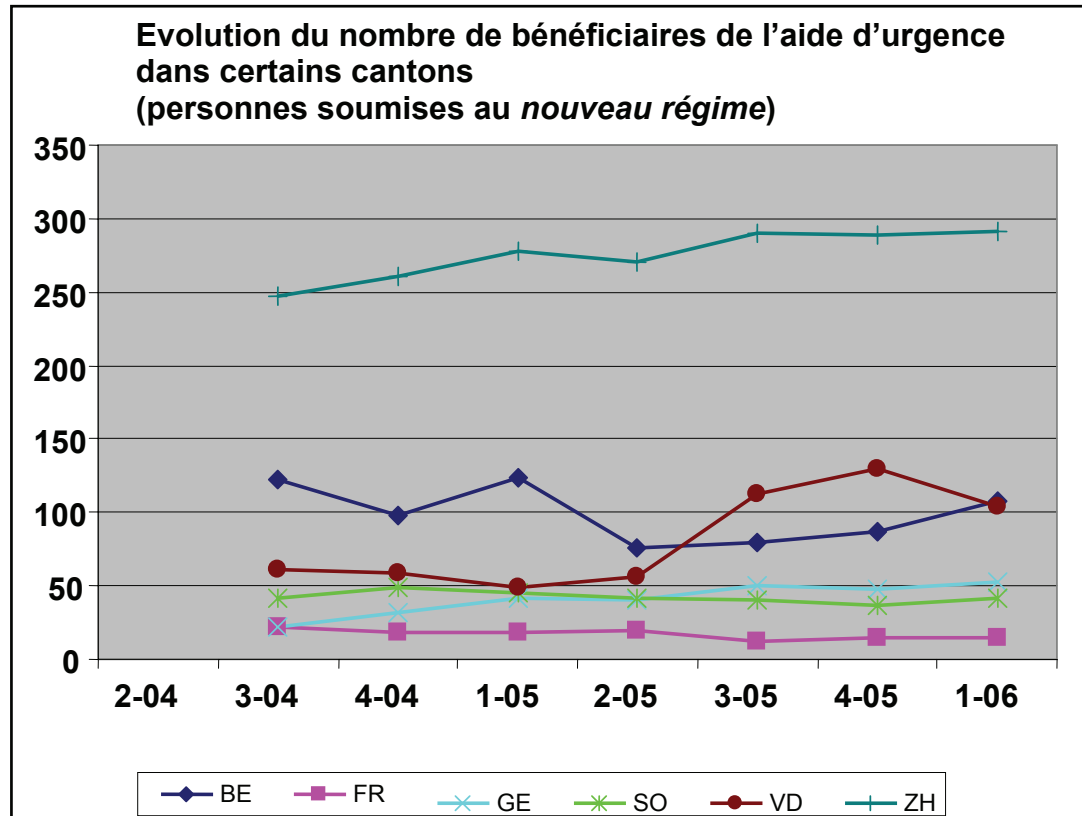
Profil des personnes concernées : Par rapport à la 1^{ère} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, la répartition par nationalité n'a que peu changé. La part des décisions NEM exécutoires qui concernent les ressortissants de Serbie-et-Monténégro est passée de 9 à 14 %, celle se rapportant aux Bulgares de 6,3 à 8,5 %. En revanche, la proportion des personnes de nationalité inconnue dont la NEM est entrée en force a chuté à 16,7 %, alors qu'elle était encore de presque 20 % l'année précédente. La plupart de ces personnes proviennent, comme auparavant, du continent africain. De même, la répartition par genre et par tranche d'âge est quasiment la même que celle de la 1^{ère} année. En effet, on continue de compter 4 hommes pour 1 femme et de recenser avant tout des jeunes adultes : sur les deux années, autour de 62 % des intéressés étaient âgés de 18 à 29 ans.

La part des décisions NEM entrées en force à l'issue d'une procédure d'une durée inférieure à 6 mois s'est accrue de 5 % au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, atteignant les 82 %. Ce constat reflète les efforts déployés globalement pour accélérer encore la procédure d'asile et informer les personnes concernées le plus rapidement possible des chances de réussite de leur demande d'asile et de leur séjour en Suisse.

2.3 Bénéficiaires de l'aide d'urgence au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale

Nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence : L'évolution du nombre de personnes soumises au *nouveau régime* ayant sollicité l'aide d'urgence est en constante augmentation tout au long de la période étudiée dans le rapport. C'est dans le canton de Vaud en particulier

que l'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence au cours de la 2^{ème} année est monté en flèche (104 bénéficiaires au 1^{er} trimestre 2006 contre 56 au 2^{ème} trimestre 2005)⁵.



Profil des bénéficiaires de l'aide d'urgence : Le profil des bénéficiaires de l'aide d'urgence est resté relativement inchangé au fil des quatre trimestres : 87 % sont des hommes, 70% ont entre 18 et 30 ans. Hormis les personnes de nationalité inconnue (qui forment 36 % des bénéficiaires), les bénéficiaires proviennent le plus fréquemment du Nigéria, de la Guinée, de la Serbie-et-Monténégro, de l'Algérie et de la Géorgie (représentant 28 % au total), comme c'était déjà le cas les trimestres précédents. Les personnes menacées de devoir quitter la Suisse sont moins enclines à bénéficier de l'aide d'urgence que celles dont l'exécution du renvoi sous contrainte est difficile ou impossible.

2.4 Coûts de l'aide d'urgence au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale

Coûts de l'aide d'urgence engendrés par les personnes soumises au nouveau régime : Les prestations d'aide d'urgence versées aux personnes soumises au nouveau régime ont, au cours de la 2^{ème} année faisant l'objet du rapport, coûté aux cantons environ 5,1 millions de francs. En échange, ces derniers ont reçu des indemnités de la part de la Confédération à hauteur de 4,2 millions de francs, d'où un déficit de l'ordre de 910 000 francs pour les cantons. Sur les deux années qui ont suivi l'introduction de la mesure d'exclusion de l'aide sociale, les coûts de l'aide d'urgence en faveur des personnes soumises au nouveau régime

⁵ Cette situation résulte de l'arrêt du Tribunal administratif du canton de VD, daté du 15 juin 2005, selon lequel les personnes frappées d'une décision NEM entrée en force ne peuvent, faute de base légale cantonale, être exclues de l'aide sociale ordinaire.

se sont toutefois élevés à 7,7 millions de francs à l'échelle de la Suisse et les indemnités de la Confédération à 7,8 millions de francs⁶.

D'une part, la Confédération a revu ses indemnités à la baisse étant donné la diminution du nombre des demandes d'asile, responsable de la chute du nombre des NEM et, partant, des forfaits alloués au titre de l'aide d'urgence. D'autre part, l'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence et la durée de perception des prestations ont particulièrement augmenté jusqu'à la fin de l'année 2005. Si, au cours du trimestre sous revue, l'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence est resté quasiment le même que celui du dernier trimestre 2005, force est néanmoins de constater pour la première fois une diminution de la durée moyenne de perception des prestations. Ce constat se vérifie notamment dans les cantons d'Argovie, de Lucerne, de Saint-Gall, de Vaud et de Zurich. Reste maintenant à savoir si cette tendance persistera. Dans le cas du canton de Zurich, la stratégie de rotation mise en place (selon laquelle les bénéficiaires de l'aide d'urgence doivent, en règle générale, changer de structure d'hébergement tous les 7 jours) pourrait expliquer cette réduction.

Entre le 2^{ème} trimestre 2005 et le 1^{er} trimestre 2006, les coûts moyens par jour et par personne sont passés de 22 à 27 francs. Cette forte augmentation est, avant tout, due à la nouvelle méthode de recueillement des frais, entrée en circulation au cours du 4^{ème} trimestre 2005 (cf. "Nouveaux formulaires pour les coûts d'hébergement", p. 7).

En revanche, la part des dépenses de santé dans la facture totale a baissé de 21 à 17 %, diminuant de 8 à 6 francs en moyenne par personne et par jour.

Coûts de l'aide d'urgence engendrés par les personnes soumises au régime transitoire : le nombre de personnes soumises au régime transitoire ayant sollicité l'aide d'urgence n'a cessé de diminuer au fil de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale (de 1047, il est maintenant de 860 personnes). Cependant, cette évolution ne s'est traduite par une baisse des coûts de l'aide d'urgence qu'au dernier trimestre de la période sous revue (soit le 1^{er} trimestre 2006). Au cours des trois trimestres précédents, les coûts ont effectivement suivi la courbe inverse de celle de l'effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence. La baisse des coûts au 1^{er} trimestre 2006 s'explique, entre autres, par la réduction de la durée moyenne de perception des prestations (64 jours au 1^{er} trimestre 2006 contre 71 au dernier trimestre 2005).

Les coûts moyens par jour et par personne ont progressé chez les personnes soumises au régime transitoire, passant de 20 francs au 2^{ème} trimestre 2005 à 27 francs au 1^{er} trimestre 2006. Là encore, la forte augmentation résulte, en premier lieu, de la nouvelle méthode de recueillement des frais, mise en application pendant le 4^{ème} trimestre 2005 (cf. "Nouveaux formulaires pour les coûts d'hébergement", p. 7).

De même, la part des dépenses de santé dans la facture totale s'est accrue de 22 à 24 % durant l'année sous revue.

Coûts structurels : Au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, les cantons ont consacré au total quelque 6,2 millions de francs à la mise à disposition de structures d'hébergement, soit, par rapport à la 1^{ère} année (4,1 millions de francs), une augmentation de 50 %. De même, le nombre des jours de soutien apporté aux personnes soumises au nouveau régime a progressé de 30 % entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année. Or, la Confédération ne prend jusque à présent pas en considération ces coûts dans le calcul qu'elle effectue pour savoir si les forfaits qu'elle alloue aux cantons au titre de l'aide d'urgence couvrent leurs dépenses.

⁶ Sont comprises les indemnités versées dans le cadre de l'exécution des renvois d'une valeur totale de 300 000 francs (cf. à ce sujet également note de bas de page 3).

Les coûts liés aux structures d'hébergement évoluent non pas proportionnellement à l'effectif des personnes hébergées, mais par vagues, par ex., lorsque, en raison de la forte occupation des logements, les ressources humaines doivent être renforcées pour assurer le contrôle des entrées. Il s'agit, pour l'essentiel, des frais liés au personnel, chargé de l'encaissement et du contrôle des entrées.

La comparabilité entre les différents trimestres est limitée suite à la modification de la méthode de recueillement des coûts, mise en place au 4^{ème} trimestre 2005 (cf. "Nouveaux formulaires pour les coûts d'hébergement", p. 7). Par rapport aux deux premiers trimestres étudiés, cette modification a ainsi, au cours des deux derniers trimestres, entraîné une réduction des coûts structurels et inversement un accroissement des coûts de l'aide d'urgence au sens strict (alimentation, habillement, hygiène, logement, santé).

2.5. Sécurité publique au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale

2.5.1 Personnes soumises au *nouveau régime*

Le tableau ci-après met en évidence les différents motifs d'interpellations des personnes soumises *au nouveau régime* et la fréquence de ces interpellations.

| | 2T-04 | 3T-04 | 4T-04 | 1T-05 | 2T-05 | 3T-05 | 4T-05 | 1T-06 |
|------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre de personnes interpellées | 200 | 292 | 360 | 385 | 313 | 342 | 271 | 352 |
| Nombre d'interpellations | 265 | 409 | 553 | 668 | 524 | 468 | 378 | 525 |
| Nombre de séjours irréguliers uniquement | 117 | 213 | 250 | 317 | 259 | 228 | 178 | 322 |
| Nombre d'infractions à la LStup | 35 | 67 | 91 | 69 | 71 | 64 | 67 | 68 |
| Nombre de délits contre le patrimoine | 24 | 45 | 68 | 50 | 50 | 37 | 31 | 43 |

Comme durant la 1^{ère} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, la majeure partie des interpellations (52 %) ont été ordonnées en raison d'un séjour irrégulier. De même, le nombre, en chiffres absolus, d'interpellations dues à un délit contre le patrimoine ou à une infraction à la LStup est resté faible tout au long des trimestres sous revue ; il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter.

Répartition par canton : Sur les douze mois, la répartition des personnes interpellées est demeurée relativement constante. Ce sont les cantons d'Argovie, de Berne, de Bâle-Ville, de Genève et de Zurich qui, avec 60 %, ont procédé au plus grand nombre d'interpellations.

Interpellations en dehors du canton d'attribution : Dans ce domaine, les différences d'un canton à l'autre sont très prononcées. En effet, dans le cas des cantons de Bâle-Ville et de Genève, seules 10 et 30 % respectivement des interpellations concernent des personnes attribuées à leurs cantons, alors que le Tessin, pourtant canton frontalier lui aussi, affiche un taux de 70 %. Cette situation s'explique peut-être par le fait que ce canton n'est pas un canton essentiellement urbain. On retrouve également un pourcentage particulièrement élevé dans les cantons de Berne (74 %), Zurich (66 %) et Vaud (61 %). Cependant, c'est le canton d'Argovie qui atteint le taux maximal avec 97 %.

2.5.2 Personnes soumises au régime transitoire

Le tableau suivant met en lumière les interpellations de RT.

| | 1T - 05 | 2T - 05 | 3T - 05 | 4T - 05 | 1T - 06 |
|------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre de personnes interpellées | 478 | 426 | 286 | 223 | 206 |
| Nombre d'interpellations | 765 | 554 | 375 | 309 | 280 |
| Nombre de séjours irréguliers uniquement | 343 | 266 | 178 | 118 | 130 |
| Nombre d'infractions à la LStup | 114 | 96 | 65 | 50 | 48 |
| Nombre de délits contre le patrimoine | 47 | 36 | 23 | 18 | 23 |

L'année dernière, les interpellations pour séjour irrégulier ont représenté environ 46 % des interpellations ; le 4^{ème} trimestre 2005 constituant cependant une exception avec seulement 38 %. A l'instar des personnes soumises au nouveau régime, le nombre des interpellations liées à un délit contre le patrimoine ou à une infraction à la LStup a stagné à un niveau peu élevé. Le nombre d'infractions à la LStup a même continuellement régressé pendant la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale.

Répartition par canton : Sur la liste des cinq cantons présentant le plus grand nombre d'interpellations (AG, BE, GE, VD et ZH), le canton de Vaud a pris la place de celui de Bâle-Ville. En moyenne, 65 % des interpellations ont effectivement eu lieu dans ces cantons.

2.6 Autres observations relatives à la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale

Mineurs non accompagnés : Au total, 340 mineurs non accompagnés (MNA) ont, au cours de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, reçu une décision NEM. Le 31 mars 2006, c'est-à-dire à la fin du 1^{er} trimestre 2006, 65 d'entre eux n'avaient pas encore atteint l'âge de la majorité. Le nombre des décisions concernant des MNA n'a cessé de diminuer au fil de la période sous revue. Au 1^{er} trimestre 2006, seules 3 décisions NEM concernaient effectivement des MNA. De même, les cantons annoncent chaque jour moins de cas de MNA sollicitant l'aide d'urgence ou faisant l'objet d'une interpellation par les services de police. Au cours du 1^{er} trimestre 2006, 11 MNA seulement ont été enregistrés 24 fois. Sur ces 11 MNA 1 était âgé de 14 ans, 1 de 15 et les 9 autres avaient entre 17 et 18 ans. En vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, les MNA sont hébergés et encadrés par les cantons compétents dans des conditions appropriées à leur âge et à leurs besoins.

Répercussions de la durée de la procédure sur le recours à l'aide d'urgence : La tendance, déjà observée antérieurement, selon laquelle les personnes dont la procédure traîne en longueur sont surreprésentées parmi les bénéficiaires de l'aide d'urgence, se confirme encore au bout des deux années d'application de l'exclusion de l'aide sociale. Par rapport au nombre total des personnes dont décision NEM est entrée en force après le 1^{er} avril 2004, la proportion des personnes dont la durée de la procédure est supérieure à six mois s'élève à 21,7 %. Par contre, elle est de 27 % par rapport au nombre total des personnes ayant perçu l'aide d'urgence au moins une fois durant les deux années de mise en œuvre de la mesure⁷.

Durée de la perception des prestations d'aide d'urgence : A la fin de la deuxième année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, force est de constater qu'environ 64 % des personnes frappées d'une NEM entrée en force n'ont jamais bénéficié de l'aide d'urgence. Ce

⁷ Les personnes ayant causé exclusivement des dépenses de santé ne sont pas prises en compte.

pourcentage avoisinait même les 66 % un an plus tôt. Il en résulte qu'environ seule une personne frappée d'une NEM exécutoire sur trois a sollicité cette aide. Ainsi, les personnes frappées d'une NEM exécutoire n'ont pas été influencées par la durée croissante de la mise en application de l'exclusion de l'aide sociale ni n'ont provoqué d'effet incitatif susceptible d'agrandir le cercle des bénéficiaires de l'aide d'urgence.

Sur l'ensemble des deux années sous revue, la durée moyenne de perception de l'aide d'urgence se monte à 113 jours par personne. Un an après l'introduction de la mesure d'exclusion de l'aide sociale, elle atteignait encore 68 jours. Afin de pouvoir comparer ces valeurs, le quotient est calculé à partir de la durée maximale de perception des prestations (1 année = 360 jours ; 2 années = 720 jours) et de la durée moyenne de perception des prestations au bout de un et deux ans respectivement. Il est donc de 0,15 après deux ans et de 0,18 après un an. D'où un meilleur rapport entre la durée maximale de perception des prestations et la durée moyenne de perception de l'aide d'urgence à la fin de la deuxième année d'application de l'exclusion de l'aide sociale.

Répercussion de la mesure d'exclusion sur le départ et le séjour des personnes soumises au *nouveau régime* : Au premier trimestre 2006, on comptait encore 163 des 1788 personnes dont la décision NEM est entrée en force au 2^{ème} trimestre 2004, soit 9 %, parmi les bénéficiaires de l'aide d'urgence. Un an auparavant, elles étaient 243, ce qui équivaut à 14 %. On retrouve la même régression chez les personnes frappées d'une NEM devenue exécutoire ultérieurement.

| Trimestre de l'entrée en force | Nombre de NEM exécutoires | Effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence au 1 ^{er} trimestre 2005 | % | Effectif des bénéficiaires de l'aide d'urgence au 1 ^{er} trimestre 2006 | % |
|---------------------------------|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 2 ^{ème} trimestre 2004 | 1788 | 243 | 13,6 | 163 | 9,1 |
| 3 ^{ème} trimestre 2004 | 1185 | 185 | 15,6 | 100 | 8,4 |
| 4 ^{ème} trimestre 2004 | 831 | 160 | 19,2 | 64 | 7,7 |
| 1 ^{er} trimestre 2005 | 646 | 158 | 24,4 | 55 | 8,5 |

S'agissant des personnes dont la NEM est entrée en force depuis bien longtemps et qui n'ont jusque-là pas bénéficié de l'aide d'urgence, il est fort probable qu'elles ne fassent jamais partie des bénéficiaires. Ainsi, seules 34 personnes dont la NEM est devenue exécutoire au 2^{ème} trimestre 2004 ont perçu pour la première fois l'aide d'urgence durant la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale. Les personnes dont la NEM est entrée en force au 3^{ème} trimestre 2004 étaient au nombre de 35. On est à même de présumer que les autres personnes ont entretemps quitté la Suisse.

A la fin de la 2^{ème} année d'application de l'exclusion de l'aide sociale, il est possible de déduire de la banque de données de l'Office fédéral des migrations (système d'enregistrement automatisé des personnes, AUPER), qu'environ 19 % des personnes frappées d'une décision NEM devenue exécutoire dès le 1^{er} avril 2004 ont, depuis lors, quitté la Suisse sous contrôle ou été rapatriées dans leur Etat d'origine. A la fin de la première année de mise en oeuvre de la mesure, ce pourcentage tournait autour des 14 %. Bien que le but premier de l'exclusion de l'aide sociale reste de favoriser le départ autonome de Suisse, cette mesure traduit également les efforts dont ont redoublé la Confédération et les cantons en matière d'exécution des renvois et de promotion des départs volontaires.

Répercussion de la mesure d'exclusion sur le départ et le séjour des personnes soumises au régime transitoire : La Confédération a, au besoin, pris à sa charge jusqu'au 31 décembre 2004 les coûts normaux découlant de l'aide sociale en faveur des 4990 personnes soumises au *régime transitoire* ; la mesure d'exclusion de l'aide sociale s'appliquant ensuite également à ce cercle de personnes. Aussi ces personnes ne sont-elles prises en considération dans le rapport de monitoring NEM que depuis le 1^{er} trimestre 2005. Depuis cette date, le nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide d'urgence a sensiblement diminué (- 27 %). Au 1^{er} trimestre 2005, 1178 personnes soumises au *régime transitoire* ayant bénéficié de l'aide d'urgence étaient effectivement recensés contre 861 un an plus tard, dont 48 % dans le canton de Zurich, 9% dans le canton de Vaud et 7% dans le canton de Berne. Ce sont également les cantons de Zurich, Berne, Genève et Saint-Gall qui ont, depuis le 1^{er} trimestre 2005, connu la chute la plus vertigineuse, en chiffres absolus, du nombre de personnes soumises au *régime transitoire* ayant bénéficié de l'aide d'urgence avec respectivement moins 119, moins 86, moins 32 et moins 23 personnes.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, au total 1684 personnes soumises au *régime transitoire* ont bénéficié de l'aide d'urgence (les personnes percevant des prestations durant plusieurs trimestres n'étant comptées qu'une seule fois). En conséquence, deux tiers des personnes soumises au *régime transitoire* n'ont jamais perçu d'aide d'urgence après le 31 décembre 2004.

Interpellations par les services de police : Sur les 1788 personnes dont la décision NEM est entrée en force au 2^{ème} trimestre 2004, 136 ont, un an plus tard, c'est-à-dire au 1^{er} trimestre 2005, été interpellées. Au 1^{er} trimestre 2006, 49 personnes sur les 1788 ont fait l'objet d'une interpellation. Parmi ces 49 personnes, 18 ont été interpellées aussi bien au 1^{er} trimestre 2005 qu'au 1^{er} trimestre 2006.

Aide au retour dans les CEP de la Confédération : Depuis l'introduction de l'aide au retour dans les CEP le 1^{er} mars 2005, 709 personnes ont manifesté leur intérêt. Parmi elles, 543 ont réellement quitté la Suisse avant le 31 mars 2006. Un peu plus de 50 % de ces personnes ont sollicité l'aide au retour après avoir retiré leur demande d'asile et 30% après avoir reçu une décision NEM en première instance.

Sur les personnes ayant quitté la Suisse grâce à l'aide au retour octroyée dans les CEP, les trois quarts sont de sexe masculin. Quelque 60 % de ces personnes sont célibataires et un quart ont fondé une famille.

Impressum

Équipe de rédaction du Domaine de direction Nationalité, intégration et subventions fédérales, Office fédéral des migrations :

- Simone Bischoff, conduite
- Marie-Pascale Bagnoud
- Susanne Baumgartner
- Petra Graf
- Martin Michel
- Isabelle Schenker

Traduction :

- Service linguistique, ODM

Groupe d'accompagnement interne :

- Procédure d'asile : Christian Zumwald
- Entrée, séjour & retour : Christoph Feldmann, Peter Wenger

Groupe d'accompagnement externe :

- | | |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| ▪ CDAS | Gérald Rohrbach, VD |
| ▪ CDS | Patrick Bodenmann, PMU Lausanne - Polyclinique Médicale Universitaire, VD |
| ▪ ASM | Erich Dürst, VD Adrian Baumann, ZH |
| ▪ CCPCS | Karin Keller, KAPO ZH |
| ▪ CSIAS | Ruedi Hofstetter, ZH |
| ▪ Asyl-Organisation Zürich | Thomas Kunz |
| ▪ Office des étrangers TG | Rolf Bruderer |
| ▪ Département de l'Intérieur AG | Andreas Bamert-Rizzo |
| ▪ ODM | Simone Bischoff (présidence) |

Groupe de contact Monitoring NEM :

- | | |
|---------|-----------------------------|
| ▪ CDAS | Ernst Zürcher |
| ▪ CCDJP | Roger Schneeberger |
| ▪ ASM | Adrian Baumann, ZH |
| ▪ ODM | Mario Gattiker (présidence) |

Annexes

| | | Page |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <u>Annexe I</u> | Aperçu des chiffres-clés | 17 |
| <u>Annexe II</u> | Décisions de NEM EF par pays d'origine (NR) | 18 |
| <u>Annexe III</u> | Décisions de NEM EF par durée de procédure (NR) | 19 |
| <u>Annexe IIIa</u> | Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 1 ^{er} trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (NR) | 19 |
| <u>Annexe IIIb</u> | Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 1 ^{er} trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (graphique) | 20 |
| <u>Annexe IV</u> | Aide d'urgence : durée moyenne de perception des prestations par canton et par trimestre (NR) | 21 |
| <u>Annexe V</u> | Aide d'urgence : effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris ; nouveaux cas) | 22 |
| <u>Annexe VIa</u> | Coût de l'aide d'urgence (effectifs RT NON COMPRIS) | 23 |
| <u>Annexe VIb</u> | Coût de l'aide d'urgence (effectifs RT COMPRIS) | 24 |
| <u>Annexe VIc</u> | Coût de l'aide d'urgence (effectifs RT UNIQUEMENT) | 25 |
| <u>Annexe VII</u> | Coût des structures d'accueil au 1 ^{er} trimestre 2006 | 26 |
| <u>Annexe VIII</u> | Bilan des coûts et indemnités fédérales, aperçu sur huit trimestres | 27 |
| <u>Annexe IXa-c</u> | Graphiques Sécurité publique | 28- 29 |

Annexe I :
Aperçu des chiffres-clés (indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005)

| | Q2-04 | Q3-04 | Q4-04 | Q1-05 | Q2-05 | Q3-05 | Q4-05 | Q1-06 | Total |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------|
| 1a NEM exécutoires cumulés | 1'788 | 1'185 | 831 | 646 | 642 | 578 | 525 | 490 | 6'685 |
| 1b NEM exécutoires cumulés | 1'788 | 2'973 | 3'804 | 4'450 | 5'092 | 5'670 | 6'195 | 6'685 | 6'685 |
| 2a Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence | 1'072'800 | 711'000 | 498'600 | 1'162'800 | 1'155'600 | 1'040'400 | 945'000 | 882'000 | 7'468'200 |
| 2b Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence | 1'072'800 | 1'783'800 | 2'282'400 | 3'445'200 | 4'600'800 | 5'641'200 | 6'586'200 | 7'468'200 | 7'468'200 |
| 3a Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois | 2'000 | 23'000 | 30'000 | 60'000 | 35'000 | 26'000 | 87'000 | 37'000 | 300'000 |
| 3b Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois | 2'000 | 25'000 | 55'000 | 115'000 | 150'000 | 176'000 | 263'000 | 300'000 | 300'000 |
| 4 NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (nouveaux cas) | 394 | 713 | 649 | 746 | 727 | 830 | 878 | 908 | |
| 5 Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris) | 234'866 | 590'717 | 597'484 | 721'821 | 840'065 | 953'304 | 1'220'617 | 1'090'281 | 6'249'155 |
| 6a Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux compris) | 253'429 | 776'351 | 697'436 | 866'595 | 1'065'583 | 1'181'108 | 1'559'661 | 1'311'197 | 7'711'360 |
| 6b Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les nouveaux cas (frais médicaux compris) | 253'429 | 1'029'780 | 1'727'216 | 2'593'811 | 3'659'394 | 4'840'502 | 6'400'163 | 7'711'360 | 7'711'360 |
| 7 Total des jours de soutien (nouveaux cas) | 9'750 | 26'962 | 27'440 | 35'903 | 38'065 | 44'480 | 47'036 | 40'978 | 270'614 |
| 8a Dépenses moyennes par jour/personne pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris) | 24 | 22 | 22 | 20 | 22 | 21 | 26 | 27 | 23 |
| 8b Durée moyenne de perception des prestations par personne pour les nouveaux cas (pour le trimestre correspondant au rapport) | - | 32 | 48 | 54 | 59 | 60 | 62 | 53 | |
| 9a Solde des indemnités moins les frais (2a+3a-6a) | 821'371 | -42'351 | -168'836 | 356'205 | 125'017 | -114'708 | -527'661 | -392'197 | 56'840 |
| 9b Solde des indemnités moins les frais cumulés | 821'371 | 779'020 | 610'184 | 966'389 | 1'091'406 | 976'698 | 449'037 | 56'840 | 56'840 |
| 10 Dépenses pour les structures | 590'354 | 917'824 | 922'500 | 1'681'376 | 1'632'155 | 1'939'257 | 1'229'338 | 1'404'702 | 10'317'506 |
| 11 NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (effectifs RT) | - | - | - | 1'178 | 1'047 | 1'067 | 969 | 860 | |
| 12 Dépenses d'aide d'urgence pour les effectifs RT (frais médicaux non compris) | - | - | - | 1'474'078 | 1'365'473 | 1'364'019 | 1'578'963 | 1'219'746 | 7'002'279 |
| 13a Dépenses d'aide d'urgence pour les effectifs RT (frais médicaux compris) | 0 | 0 | 0 | 1'667'537 | 1'742'060 | 1'740'215 | 2'054'854 | 1'602'978 | 8'807'644 |
| 13b Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les effectifs RT (frais médicaux non compris) | - | - | - | 1'667'537 | 3'409'597 | 5'149'812 | 7'204'666 | 8'807'644 | 8'807'644 |
| 14 Total des jours de soutien (effectifs RT) | - | - | - | 72'442 | 67'715 | 68'431 | 59'527 | 45'609 | 313'724 |
| 15a Dépenses moyennes par jour/personne pour les effectifs RT (frais médicaux non compris) | - | - | - | 20 | 20 | 20 | 27 | 27 | 22 |
| 15b Durée moyenne de perception des prestations par personne pour les effectifs RT (pour le trimestre correspondant au rapport) | - | - | - | 65 | 70 | 72 | 71 | 64 | |
| 16 Interpellations policières (nouveaux cas) | 265 | 409 | 553 | 668 | 524 | 468 | 378 | 525 | |
| 17 Personnes interpellées (nouveaux cas) | 200 | 292 | 360 | 385 | 313 | 342 | 271 | 352 | |
| 19 Interpellations policières (effectifs RT) | - | - | - | 765 | 554 | 375 | 309 | 280 | |
| 20 personnes interpellées (effectifs RT) | - | - | - | 529 | 426 | 286 | 223 | 206 | |

Annexe II : Décisions de NEM entrées en force par nationalité (NR)

| Pays d'origine | 2ème trim. 2004 | | 3ème trim. 2004 | | 4ème trim. 2004 | | 1er trim. 2005 | | Total 1ère année | | 2ème trim. 2005 | | 3ème trim. 2005 | | 4ème trim. 2005 | | 1er trim. 2006 | | Total 2ème année | |
|----------------------------------------------------------|-----------------|------------|-----------------|------------|-----------------|------------|----------------|------------|------------------|--------------|-----------------|------------|-----------------|------------|-----------------|------------|----------------|--------------|------------------|--------------|
| | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % |
| Nationalité inconnue | 424 | 24 | 262 | 22 | 119 | 14.3 | 79 | 12.2 | 884 | 19.9 | 89 | 13.9 | 96 | 16.6 | 83 | 15.8 | 105 | 21.4 | 373 | 16.7 |
| Serbie et Monténégro | 146 | 8.2 | 110 | 9.3 | 83 | 10 | 63 | 9.8 | 402 | 9.0 | 111 | 17.3 | 100 | 17.3 | 54 | 10.3 | 52 | 10.6 | 317 | 14.2 |
| Bulgarie | 61 | 3.4 | 83 | 7 | 72 | 8.7 | 66 | 10.2 | 282 | 6.3 | 60 | 9.3 | 36 | 6.2 | 66 | 12.6 | 29 | 5.9 | 191 | 8.5 |
| Géorgie | 75 | 4.2 | 68 | 5.7 | 64 | 7.7 | 41 | 6.3 | 248 | 5.6 | 26 | 4 | 47 | 8.1 | 26 | 5 | 25 | 5.1 | 124 | 5.5 |
| Guinée | 122 | 6.8 | 46 | 3.9 | 27 | 3.2 | 20 | 3.1 | 215 | 4.8 | 39 | 6.1 | 19 | 3.3 | 23 | 4.4 | 12 | 2.4 | 93 | 4.2 |
| Nigeria | 96 | 5.4 | 59 | 5 | 37 | 4.5 | 31 | 4.8 | 223 | 5.0 | 23 | 3.6 | 25 | 4.3 | 17 | 3.2 | 31 | 6.3 | 96 | 4.3 |
| Algérie | 94 | 5.3 | 46 | 3.9 | 37 | 4.5 | 28 | 4.3 | 205 | 4.6 | 22 | 3.4 | 22 | 3.8 | 19 | 3.6 | 13 | 2.7 | 76 | 3.4 |
| Turquie | 38 | 2.1 | 32 | 2.7 | 30 | 3.6 | 22 | 3.4 | 122 | 2.7 | 27 | 4.2 | 33 | 5.7 | 19 | 3.6 | 17 | 3.5 | 96 | 4.3 |
| Russie | 45 | 2.5 | 32 | 2.7 | 37 | 4.5 | 16 | 2.5 | 130 | 2.9 | 20 | 3.1 | 8 | 1.4 | 28 | 5.3 | 5 | 1.0 | 61 | 2.7 |
| Bosnie-Herzégovine | 32 | 1.8 | 33 | 2.8 | 14 | 1.7 | 20 | 3.1 | 99 | 2.2 | 13 | 2 | 15 | 2.6 | 14 | 2.7 | 19 | 3.9 | 61 | 2.7 |
| Macédoine | 44 | 2.5 | 14 | 1.2 | 18 | 2.2 | 28 | 4.3 | 104 | 2.3 | 21 | 3.3 | 6 | 1 | 9 | 1.7 | 8 | 1.6 | 44 | 2.0 |
| Arménie | 35 | 2 | 10 | 0.8 | 24 | 2.9 | 9 | 1.4 | 78 | 1.8 | 10 | 1.6 | 8 | 1.4 | 5 | 1 | 13 | 2.7 | 36 | 1.6 |
| Irak | 13 | 0.7 | 17 | 1.4 | 13 | 1.6 | 16 | 2.5 | 59 | 1.3 | 13 | 2 | 11 | 1.9 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 24 | 1.1 |
| Cameroun | 21 | 1.2 | 17 | 1.4 | 6 | 0.7 | 2 | 0.3 | 46 | 1.0 | 14 | 2.2 | 10 | 1.7 | 9 | 1.7 | 9 | 1.8 | 42 | 1.9 |
| Autres (40 nationalités recensées au 1er trimestre 2006) | 542 | 30 | 356 | 30 | 250 | 30.1 | 205 | 31.7 | 1353 | 30.4 | 154 | 24 | 142 | 24.7 | 153 | 29.1 | 152 | 31.0 | 601 | 26.9 |
| Total | 1788 | 100 | 1185 | 100 | 831 | 100 | 646 | 100 | 4450 | 100.0 | 642 | 100 | 578 | 100 | 525 | 100 | 490 | 100.0 | 2235 | 100.0 |

Annexe III : Décisions de NEM entrée en force par durée de procédure (NR)

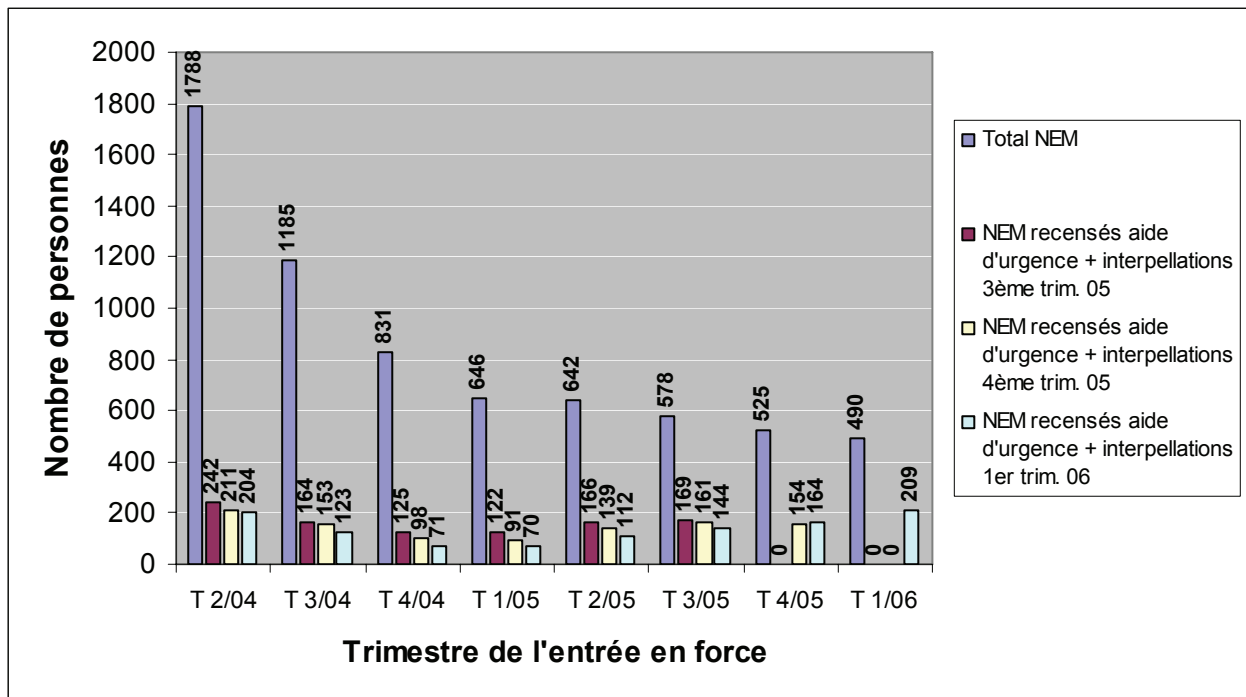
| durée de procédure (en jours) | 2ème trim. 2004 | | 3ème trim. 2004 | | 4ème trim. 2004 | | 1er trim. 2005 | | TOTAL 1ère année | | 2ème trim. 2005 | | 3ème trim. 2005 | | 4ème trim. 2005 | | 1er trim. 2006 | | TOTAL 2ème année | | |
|----------------------------------|-----------------|-------|-----------------|-------|-----------------|-------|----------------|-------|------------------|-------|-----------------|-------|-----------------|-------|-----------------|-------|----------------|-------|------------------|-------|------|
| | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre |
| ≥ 730 | 27 | 1.5 | 50 | 4.2 | 22 | 2.6 | 41 | 6.3 | 140 | 3.1 | 30 | 4.7 | 37 | 6.4 | 17 | 3.2 | 10 | 2.0 | 94 | 3.6 | |
| 366 - 729 | 102 | 5.7 | 86 | 7.3 | 55 | 6.6 | 52 | 8.1 | 295 | 6.6 | 27 | 4.2 | 34 | 5.9 | 41 | 7.8 | 18 | 3.7 | 120 | 6.4 | |
| 181 - 365 | 226 | 12.6 | 187 | 15.8 | 136 | 16.4 | 84 | 13.0 | 633 | 14.2 | 37 | 5.8 | 29 | 5.0 | 37 | 7.1 | 68 | 13.9 | 171 | 11.9 | |
| 30 - 180 | 1117 | 62.5 | 534 | 45.1 | 348 | 41.9 | 292 | 45.2 | 2291 | 51.5 | 382 | 59.5 | 313 | 54.1 | 297 | 56.6 | 311 | 63.5 | 1303 | 53.0 | |
| <30 jours | 316 | 17.7 | 328 | 27.7 | 270 | 32.5 | 177 | 27.4 | 1091 | 24.5 | 166 | 25.8 | 165 | 28.6 | 133 | 25.3 | 83 | 16.9 | 547 | 25.1 | |
| Total | 1788 | 100.0 | 1185 | 100.0 | 831 | 100.0 | 646 | 100.0 | 4450 | 100.0 | 642 | 100.0 | 578 | 100.0 | 525 | 100.0 | 490 | 100.0 | 2235 | 100.0 | |

Annexe IIIa : Personnes recensées (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 1er trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM

| trimestres sous revue | trimestre durant lequel la décision NEM est entrée en force | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------|------|-----------------|------|-----------------|------|----------------|------|-----------------|------|-----------------|------|-----------------|------|----------------|------|-------|------|
| | 2ème trim. 2004 | | 3ème trim. 2004 | | 4ème trim. 2004 | | 1er trim. 2005 | | 2ème trim. 2005 | | 3ème trim. 2005 | | 4ème trim. 2005 | | 1er trim. 2006 | | TOTAL | |
| | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % | nbre | % |
| 1er trim. 06 | 192 | 10.7 | 123 | 10.4 | 71 | 8.5 | 70 | 10.8 | 112 | 17.4 | 144 | 24.9 | 164 | 31.2 | 209 | 42.7 | 1085 | 16.2 |
| 4ème trim. 05 | 211 | 11.8 | 153 | 12.9 | 98 | 11.8 | 91 | 14.1 | 139 | 21.7 | 161 | 27.9 | 155 | 29.5 | x | x | 1008 | 15.1 |
| 3ème trim. 05 | 242 | 13.5 | 164 | 13.8 | 125 | 15.0 | 122 | 18.9 | 166 | 25.9 | 169 | 29.2 | x | x | x | x | 988 | 14.8 |

pourcentage : pourcentage de personnes dont la décision NEM est entrée en force pendant un trimestre précis et qui sont recensées lors d'un trimestre sous revue par rapport au nombre total de décisions NEM entrées en force durant ce trimestre. Exemple: au 1er trimestre 2006, nous avons recensés 192 personnes dont la décision NEM était entrée en force au 2ème trimestre 2004; cela représente le 10,7% des 1'788 personnes dont la décision NEM est entrée en force au 2ème trimestre 2004.

Annexe IIIb : Personnes recensées (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 1er trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (graphique)



Annexe IV :

Aide d'urgence : durée moyenne de perception des prestations par canton et par trimestre (NR)

| Canton | 2ème trim. 04 | | 3ème trim. 04 | | 4ème trim. 04 | | 1er trim. 05 | | 2ème trim. 05 | | 3ème trim. 05 | | 4ème trim. 05 | | 1er trim. 06 | |
|--------|---------------|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|---------------|----------------------------------------|
| | per- sonne | durée moyenne de percep- tion | per- sonne | durée moyenne de percep- tion | per- sonne | durée moyenne de percep- tion | per- sonne | durée moyenne de percep- tion | per- sonne | durée moyenne de percep- tion | per- sonne | durée moyenne de percep- tion | per- sonne | durée moyenne de percep- tion | per- sonne | durée moyenne de percep- tion |
| AG | 21 | 4.3 | 12 | 3.8 | 5 | 7.4 | 30 | 22.8 | 40 | 28.2 | 61 | 48.4 | 60 | 52.1 | 78 | 46.3 |
| AI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 |
| AR | 3 | 12.3 | 3 | 38 | 0 | 0 | 4 | 44 | 1 | 3 | 2 | 61.5 | 3 | 51.3 | 3 | 64.3 |
| BE | 72 | 23 | 83 | 21.1 | 79 | 34.4 | 103 | 41.7 | 66 | 52.6 | 64 | 45.8 | 54 | 58.6 | 73 | 59.6 |
| BL | 8 | 9.4 | 17 | 37.1 | 19 | 39.7 | 27 | 47.4 | 27 | 60 | 31 | 63.9 | 33 | 54.9 | 28 | 46.7 |
| BS | 4 | 44.5 | 8 | 44.4 | 4 | 32.2 | 6 | 61.5 | 7 | 67.7 | 8 | 89.1 | 8 | 44.8 | 8 | 67.3 |
| FR | 21 | 6.5 | 20 | 16.4 | 16 | 35.6 | 16 | 67.6 | 18 | 61.5 | 10 | 56.7 | 15 | 46.2 | 13 | 45.1 |
| GE | 16 | 6.5 | 22 | 21.4 | 32 | k.A. | 41 | 37.4 | 40 | 43.7 | 49 | 47.2 | 48 | 39.5 | 52 | 45.4 |
| GL | 0 | 0 | 3 | 19 | 1 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 7 | 1 | 22 | 0 | 0 |
| GR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 5 | 2 | 16 | 1 | 20 | 1 | 39 | 7 | 12.5 |
| JU | 0 | 0 | 1 | 92 | 1 | 77 | 2 | 3.5 | 3 | 29 | 5 | 46 | 2 | 3 | 2 | 8.5 |
| LU | 5 | 2.8 | 10 | 23.1 | 9 | 24.4 | 11 | 43.4 | 16 | 46.1 | 15 | 58.8 | 10 | 56.8 | 8 | 28.6 |
| NE | 17 | 24.1 | 29 | 21.6 | 10 | 22.4 | 19 | 54 | 16 | 55.4 | 14 | 11.8 | 10 | 13.8 | 11 | 21.9 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 32.5 | 1 | 92 | 2 | 45.5 |
| OW | 2 | k.A. | 0 | 0 | 6 | k.A. | 3 | 0 | 4 | 10.5 | 2 | 42 | 2 | 44.5 | 2 | 6.5 |
| SG | 2 | 2 | 55 | 50.7 | 20 | 45.9 | 20 | 38.2 | 34 | 52.7 | 26 | 48.2 | 36 | 72.7 | 39 | 50.9 |
| SH | 6 | 8.2 | 15 | 61.2 | 11 | 58.7 | 11 | 47.1 | 14 | 62.8 | 19 | 68.3 | 18 | 65 | 18 | 69.8 |
| SO | 22 | 19.2 | 31 | 43.4 | 43 | 48.1 | 39 | 63.5 | 38 | 73.8 | 38 | 84.1 | 34 | 53.4 | 30 | 54.6 |
| SZ | 7 | 7.6 | 3 | 5 | 9 | 39.7 | 7 | 38.3 | 5 | 31.6 | 4 | 3.8 | 6 | 17.7 | 7 | 13.7 |
| TG | 7 | 38.4 | 6 | 44.8 | 2 | 15.5 | 8 | 32.5 | 4 | 56.8 | 1 | 92 | 8 | 32 | 9 | 57.6 |
| TI | 21 | 24.4 | 5 | 56.4 | 8 | 22.2 | 7 | 51.3 | 4 | 32.3 | 2 | 37 | 7 | 45.8 | 2 | 7 |
| UR | 3 | k.A. | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 46 | 2 | 92 | 1 | 31 | 0 | 0 |
| VD | 18 | 2.8 | 33 | 33.2 | 25 | 31.5 | 28 | 38.9 | 44 | 34.4 | 105 | 52.2 | 125 | 70.9 | 90 | 51.9 |
| VS | 18 | 13.9 | 22 | 25.7 | 11 | 46 | 14 | 36.3 | 15 | 47.1 | 16 | 56.6 | 21 | 66.3 | 25 | 68.4 |
| ZG | 0 | k.A. | 0 | 0 | 2 | k.A. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 19 | 3 | 46 |
| ZH | 121 | k.A. | 247 | k.A. | 254 | 67.6 | 272 | 68.5 | 247 | 74.6 | 258 | 73.5 | 256 | 71.4 | 257 | 59.5 |
| Total | 394 | k.A. | 626 | 31.6 | 567 | 48.4 | 670 | 53.6 | 647 | 58.8 | 736 | 60.4 | 762 | 61.7 | 768 | 53.3 |

Annexe V :

Aide d'urgence : effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris ; NR)

| Canton | 4ème trim. 04 | | | 1er trim. 05 | | | 2ème trim. 05 | | | 3ème trim. 05 | | | 4ème trim. 05 | | | 1er trim. 06 | | |
|--------------|----------------------------------|------------------------------|-------------|----------------------------------|------------------------------|-------------|----------------------------------|------------------------------|-------------|----------------------------------|------------------------------|-------------|----------------------------------|------------------------------|-------------|----------------------------------|------------------------------|-------------|
| | nbre personnes attribuées cumulé | nbre personnes bénéficiaires | % | nbre personnes attribuées cumulé | nbre personnes bénéficiaires | % | nbre personnes attribuées cumulé | nbre personnes bénéficiaires | % | nbre personnes attribuées cumulé | nbre personnes bénéficiaires | % | nbre personnes attribuées cumulé | nbre personnes bénéficiaires | % | nbre personnes attribuées cumulé | nbre personnes bénéficiaires | % |
| AG | 345 | 5 | 1.4 | 387 | 30 | 7.8 | 441 | 40 | 9.1 | 497 | 61 | 12.3 | 536 | 60 | 11.2 | 578 | 78 | 13.5 |
| AI | 6 | 0 | 0.0 | 6 | 0 | 0.0 | 6 | 0 | 0.0 | 7 | 0 | 0.0 | 8 | 0 | 0.0 | 9 | 1 | 11.1 |
| AR | 23 | 0 | 0.0 | 26 | 4 | 15.4 | 30 | 1 | 3.3 | 34 | 2 | 5.9 | 38 | 3 | 7.9 | 45 | 3 | 6.7 |
| BE | 551 | 79 | 14.3 | 644 | 103 | 16.0 | 722 | 66 | 9.1 | 787 | 64 | 8.1 | 865 | 54 | 6.2 | 909 | 73 | 8.0 |
| BL | 147 | 19 | 12.9 | 166 | 27 | 16.3 | 183 | 27 | 14.8 | 196 | 31 | 15.8 | 211 | 33 | 15.6 | 225 | 28 | 12.4 |
| BS | 80 | 4 | 5.0 | 92 | 6 | 6.5 | 107 | 7 | 6.5 | 125 | 8 | 6.4 | 148 | 8 | 5.4 | 159 | 8 | 5.0 |
| FR | 99 | 16 | 16.2 | 114 | 16 | 14.0 | 129 | 18 | 14.0 | 139 | 10 | 7.2 | 153 | 15 | 9.8 | 165 | 13 | 7.9 |
| GE | 154 | 32 | 20.8 | 186 | 41 | 22.0 | 208 | 40 | 19.2 | 237 | 49 | 20.7 | 268 | 48 | 17.9 | 291 | 52 | 17.9 |
| GL | 17 | 1 | 5.9 | 21 | 0 | 0.0 | 23 | 0 | 0.0 | 25 | 1 | 4.0 | 27 | 1 | 3.7 | 28 | 0 | 0.0 |
| GR | 104 | 0 | 0.0 | 121 | 2 | 1.7 | 136 | 2 | 1.5 | 145 | 1 | 0.7 | 163 | 1 | 0.6 | 178 | 7 | 3.9 |
| JU | 39 | 1 | 2.6 | 48 | 2 | 4.2 | 60 | 3 | 5.0 | 61 | 5 | 8.2 | 66 | 2 | 3.0 | 73 | 2 | 2.7 |
| LU | 202 | 9 | 4.5 | 239 | 11 | 4.6 | 274 | 16 | 5.8 | 306 | 15 | 4.9 | 321 | 10 | 3.1 | 344 | 8 | 2.3 |
| NE | 93 | 10 | 10.8 | 107 | 19 | 17.8 | 119 | 16 | 13.4 | 135 | 14 | 10.4 | 152 | 10 | 6.6 | 162 | 11 | 6.8 |
| NV | 14 | 0 | 0.0 | 18 | 0 | 0.0 | 21 | 0 | 0.0 | 28 | 2 | 7.1 | 31 | 1 | 3.2 | 32 | 2 | 6.3 |
| OV | 12 | 6 | 50.0 | 15 | 3 | 20.0 | 19 | 4 | 21.1 | 22 | 2 | 9.1 | 27 | 2 | 7.4 | 29 | 2 | 6.9 |
| SG | 230 | 20 | 8.7 | 282 | 20 | 7.1 | 327 | 34 | 10.4 | 353 | 26 | 7.4 | 383 | 36 | 9.4 | 421 | 39 | 9.3 |
| SH | 50 | 11 | 22.0 | 56 | 11 | 19.6 | 64 | 14 | 21.9 | 72 | 19 | 26.4 | 75 | 18 | 24.0 | 81 | 18 | 22.2 |
| SO | 134 | 43 | 32.1 | 154 | 39 | 25.3 | 173 | 38 | 22.0 | 196 | 38 | 19.4 | 210 | 34 | 16.2 | 224 | 30 | 13.4 |
| SZ | 66 | 9 | 13.6 | 71 | 7 | 9.9 | 91 | 5 | 5.5 | 99 | 4 | 4.0 | 107 | 6 | 5.6 | 118 | 7 | 5.9 |
| TG | 94 | 2 | 2.1 | 119 | 8 | 6.7 | 137 | 4 | 2.9 | 151 | 1 | 0.7 | 172 | 8 | 4.7 | 188 | 9 | 4.8 |
| TI | 154 | 8 | 5.2 | 190 | 7 | 3.7 | 230 | 4 | 1.7 | 263 | 2 | 0.8 | 290 | 7 | 2.4 | 315 | 2 | 0.6 |
| UR | 19 | 0 | 0.0 | 21 | 0 | 0.0 | 23 | 2 | 8.7 | 25 | 2 | 8.0 | 28 | 1 | 3.6 | 28 | 0 | 0.0 |
| VD | 287 | 25 | 8.7 | 324 | 28 | 8.6 | 388 | 44 | 11.3 | 457 | 105 | 23.0 | 492 | 125 | 25.4 | 533 | 90 | 16.9 |
| VS | 136 | 11 | 8.1 | 154 | 14 | 9.1 | 186 | 15 | 8.1 | 204 | 16 | 7.8 | 228 | 21 | 9.2 | 246 | 25 | 10.2 |
| ZG | 36 | 2 | 5.6 | 46 | 0 | 0.0 | 56 | 0 | 0.0 | 66 | 0 | 0.0 | 72 | 2 | 2.8 | 82 | 3 | 3.7 |
| ZH | 710 | 254 | 35.8 | 841 | 272 | 32.3 | 935 | 247 | 26.4 | 1034 | 258 | 25.0 | 1118 | 256 | 22.9 | 1216 | 257 | 21.1 |
| sans | 2 | 0 | 0.0 | 2 | 0 | 0.0 | 4 | 0 | 0.0 | 6 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 6 | 0 | 0.0 |
| TOTAL | 3'804 | 567 | 14.9 | 4'450 | 670 | 15.1 | 5'092 | 647 | 12.7 | 5'670 | 736 | 13.0 | 6'195 | 762 | 12.3 | 6685 | 768 | 11.5 |

Annexe VIa :

Coût de l'aide d'urgence au 1^{er} trimestre 2006 (RT NON COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 37 000 francs ; indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005

| Canton | Nbre de bénéficiaires | Nbre de bénéficiaire(frais de santé non compris) | Nbre total de jours de perception | Coût (frais de santé non compris) | Coût moyen par jour et par personne | Frais de santé | Coût (frais de santé compris) | Nbre de personnes NEM attribuées | Indemnités féd. d'aide d'urgence- 1er trimestre 06 | Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris) |
|--------------|------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| AG | 83 | 78 | 3'612 | 63'165 | 17 | 10'094 | 73'259 | 42 | 75'600 | 2'341 |
| AI | 1 | 1 | 5 | 94 | 0 | 0 | 94 | 1 | 1'800 | 1'706 |
| AR | 3 | 3 | 193 | 2'885 | 15 | 547 | 3'432 | 7 | 12'600 | 9'168 |
| BE | 108 | 73 | 4'351 | 103'492 | 24 | 32'815 | 136'307 | 44 | 79'200 | -57'107 |
| BL | 33 | 28 | 1'309 | 37'702 | 29 | 2'337 | 40'039 | 14 | 25'200 | -14'839 |
| BS | 9 | 8 | 539 | 9'903 | 18 | 4'471 | 14'374 | 11 | 19'800 | 5'426 |
| FR | 15 | 13 | 587 | 16'254 | 28 | 3'325 | 19'579 | 12 | 21'600 | 2'021 |
| GE | 53 | 52 | 2'361 | 55'208 | 23 | 9'289 | 64'497 | 23 | 41'400 | -23'097 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1'800 | 1'800 |
| GR | 13 | 7 | 88 | 2'627 | 30 | 2'609 | 5'236 | 15 | 27'000 | 21'764 |
| JU | 3 | 2 | 17 | 461 | 27 | 1'317 | 1'778 | 7 | 12'600 | 10'822 |
| LU | 9 | 8 | 229 | 4'832 | 21 | 7'705 | 12'537 | 23 | 41'400 | 28'863 |
| NE | 14 | 11 | 241 | 6'482 | 27 | 11'625 | 18'107 | 10 | 18'000 | -107 |
| NW | 2 | 2 | 91 | 1'843 | 20 | 0 | 1'843 | 1 | 1'800 | -43 |
| OW | 3 | 2 | 13 | 272 | 21 | 262 | 534 | 2 | 3'600 | 3'066 |
| SG | 40 | 39 | 1'987 | 41'976 | 21 | 5'244 | 47'220 | 38 | 68'400 | 21'180 |
| SH | 19 | 18 | 1'258 | 18'213 | 14 | 2'242 | 20'455 | 6 | 10'800 | -9'655 |
| SO | 41 | 30 | 1'639 | 36'062 | 22 | 5'690 | 41'752 | 14 | 25'200 | -16'552 |
| SZ | 7 | 7 | 96 | 3'047 | 32 | 0 | 3'047 | 11 | 19'800 | 16'753 |
| TG | 10 | 9 | 519 | 12'340 | 24 | 1'589 | 13'929 | 16 | 28'800 | 14'871 |
| TI | 3 | 2 | 14 | 391 | 28 | 141 | 532 | 25 | 45'000 | 44'468 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VD | 104 | 90 | 4'674 | 157'304 | 34 | 44'440 | 201'744 | 41 | 73'800 | -127'944 |
| VS | 34 | 25 | 1'711 | 51'330 | 30 | 18'373 | 69'703 | 18 | 32'400 | -37'303 |
| ZG | 10 | 3 | 138 | 2'927 | 21 | 4'547 | 7'474 | 10 | 18'000 | 10'526 |
| ZH | 291 | 257 | 15'306 | 461'471 | 30 | 52'254 | 513'725 | 98 | 176'400 | -337'325 |
| ≠canton | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 908⁸ | 768 | 40'978 | 1'090'281 | 27 | 220'916 | 1'311'197 | 490 | 882'000 | -429'197 |

⁸ A noter qu'une personne ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons a été comptée deux fois.

Annexe Vlb :

Coût de l'aide d'urgence au 1^{er} trimestre 2006 (RT COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 37 000 francs ; indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005

| Canton | Nbre de bénéficiaires | Nbre de bénéficiaires (frais de santé non compris) | Nbre total de jours de perception | Coût (frais de santé non compris) | Coût moyen par jour et par personne | Frais de santé | Coût (frais de santé compris) | Nbre personnes NEM attribué | Indemnités féd. d'aide d'urgence-1er trimestre 06 | Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris) |
|-----------------|---------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|----------------|-------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| AG | 150 | 143 | 6'738 | 117'379 | 17 | 13'220 | 130'599 | 42 | 75'600 | -54'999 |
| AI | 3 | 2 | 27 | 505 | 0 | 359 | 864 | 1 | 1'800 | 936 |
| AR | 8 | 8 | 643 | 9'613 | 15 | 3'006 | 12'619 | 7 | 12'600 | -19 |
| BE | 170 | 109 | 6'959 | 167'091 | 24 | 48'509 | 215'600 | 44 | 79'200 | -136'400 |
| BL | 60 | 48 | 2'269 | 65'892 | 29 | 9'609 | 75'501 | 14 | 25'200 | -50'301 |
| BS | 13 | 10 | 621 | 10'980 | 18 | 5'990 | 16'970 | 11 | 19'800 | 2'830 |
| FR | 35 | 23 | 1'389 | 34'628 | 25 | 12'490 | 47'118 | 12 | 21'600 | -25'518 |
| GE | 99 | 96 | 4'118 | 106'022 | 26 | 23'225 | 129'247 | 23 | 41'400 | -87'847 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1'800 | 1'800 |
| GR | 20 | 7 | 88 | 2'627 | 30 | 4'879 | 7'506 | 15 | 27'000 | 19'494 |
| JU | 5 | 3 | 21 | 626 | 30 | 3'586 | 4'212 | 7 | 12'600 | 8'388 |
| LU | 26 | 22 | 1'380 | 33'540 | 24 | 30'160 | 63'700 | 23 | 41'400 | -22'300 |
| NE | 16 | 12 | 331 | 8'495 | 26 | 12'517 | 21'012 | 10 | 18'000 | -3'012 |
| NW | 2 | 2 | 91 | 1'843 | 20 | 0 | 1'843 | 1 | 1'800 | -43 |
| OW | 4 | 2 | 13 | 272 | 21 | 918 | 1'190 | 2 | 3'600 | 2'410 |
| SG | 58 | 56 | 2'885 | 60'194 | 21 | 31'165 | 91'359 | 38 | 68'400 | -22'959 |
| SH | 33 | 30 | 2'107 | 30'422 | 14 | 6'005 | 36'427 | 6 | 10'800 | -25'627 |
| SO | 72 | 56 | 3'324 | 73'529 | 22 | 17'997 | 91'526 | 14 | 25'200 | -66'326 |
| SZ | 11 | 9 | 98 | 3'136 | 32 | 1'517 | 4'653 | 11 | 19'800 | 15'147 |
| TG | 23 | 20 | 1'240 | 28'945 | 23 | 9'833 | 38'778 | 16 | 28'800 | -9'978 |
| TI | 6 | 5 | 284 | 7'938 | 28 | 2'855 | 10'793 | 25 | 45'000 | 34'207 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VD | 178 | 144 | 7'048 | 234'455 | 33 | 83'780 | 318'235 | 41 | 73'800 | -244'435 |
| VS | 50 | 31 | 2'251 | 67'530 | 30 | 44'474 | 112'004 | 18 | 32'400 | -79'604 |
| ZG | 25 | 14 | 902 | 18'867 | 21 | 14'675 | 33'542 | 10 | 18'000 | -15'542 |
| ZH ⁹ | 701 | 626 | 41'760 | 1'225'498 | 29 | 223'379 | 1'448'877 | 98 | 176'400 | -1'272'477 |
| #canton | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 1'768¹⁰ | 1'478 | 86'587 | 2'310'027 | 27 | 604'148 | 2'914'175 | 490 | 882'000 | -2'032'175 |

⁹ Le canton de Zurich n'a pas réussi à effectuer à temps le calcul des coûts de l'aide d'urgence pour les communes. Après estimation, il y a lieu d'ajouter environ 100 000 francs (en majorité, coûts pour les RT).

¹⁰ Une personne ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons a été comptée deux fois.

Annexe VIc :

Coût de l'aide d'urgence au 1^{er} trimestre 2006 (RT UNIQUEMENT, c'est-à-dire personnes dont la NEM est entrée en force avant le 1^{er} avril 2004)

| Canton | Nbre de bénéficiaires | Nbre de bénéficiaires (frais de santé non compris) | Nbre total de jours de perception I | Coûts (frais de santé non compris) | Coût moyen par jour et par personne | Frais de santé | Coûts (frais de santé compris) | Nbre personnes NEM attribué | Indemnités féd. d'aide d'urgence 1er trimestre 06 | Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris) |
|--------------|-----------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|----------------|--------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| AG | 67 | 65 | 3'126 | 54'214 | 17 | 3'126 | 57'340 | x | 0 | -57'340 |
| AI | 2 | 1 | 22 | 411 | 0 | 359 | 770 | x | 0 | -770 |
| AR | 5 | 5 | 450 | 6'728 | 15 | 2'459 | 9'187 | x | 0 | -9'187 |
| BE | 62 | 36 | 2'608 | 63'599 | 24 | 15'694 | 79'293 | x | 0 | -79'293 |
| BL | 27 | 20 | 960 | 28'190 | 29 | 7'272 | 35'462 | x | 0 | -35'462 |
| BS | 4 | 2 | 82 | 1'077 | 13 | 1'519 | 2'596 | x | 0 | -2'596 |
| FR | 20 | 10 | 802 | 18'374 | 23 | 9'165 | 27'539 | x | 0 | -27'539 |
| GE | 46 | 44 | 1'757 | 50'814 | 29 | 13'936 | 64'750 | x | 0 | -64'750 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | x | 0 | 0 |
| GR | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2'270 | 2'270 | x | 0 | -2'270 |
| JU | 2 | 1 | 4 | 165 | 0 | 2'269 | 2'434 | x | 0 | -2'434 |
| LU | 17 | 14 | 1'151 | 28'708 | 25 | 22'455 | 51'163 | x | 0 | -51'163 |
| NE | 2 | 1 | 90 | 2'013 | 22 | 892 | 2'905 | x | 0 | -2'905 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | x | 0 | 0 |
| OW | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 656 | 656 | x | 0 | -656 |
| SG | 18 | 17 | 898 | 18'218 | 20 | 25'921 | 44'139 | x | 0 | -44'139 |
| SH | 14 | 12 | 849 | 12'209 | 14 | 3'763 | 15'972 | x | 0 | -15'972 |
| SO | 31 | 26 | 1'685 | 37'467 | 22 | 12'307 | 49'774 | x | 0 | -49'774 |
| SZ | 4 | 2 | 2 | 89 | 45 | 1'517 | 1'606 | x | 0 | -1'606 |
| TG | 13 | 11 | 721 | 16'605 | 23 | 8'244 | 24'849 | x | 0 | -24'849 |
| TI | 3 | 3 | 270 | 7'547 | 28 | 2'714 | 10'261 | x | 0 | -10'261 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | x | 0 | 0 |
| VD | 74 | 54 | 2'374 | 77'151 | 32 | 39'340 | 116'491 | x | 0 | -116'491 |
| VS | 16 | 6 | 540 | 16'200 | 30 | 26'101 | 42'301 | x | 0 | -42'301 |
| ZG | 15 | 11 | 764 | 15'940 | 21 | 10'128 | 26'068 | x | 0 | -26'068 |
| ZH | 410 | 369 | 26'454 | 764'027 | 29 | 171'125 | 935'152 | x | 0 | -935'152 |
| #canton | | | | | | | | x | 0 | 0 |
| TOTAL | 860 | 710 | 45'609 | 1'219'746 | 27 | 383'232 | 1'602'978 | x | 0 | -1'602'978 |

Annexe VII :

Coût des structures d'accueil au 1^{er} trimestre 2006

| Can- ton | Structure | Capacités d'accueil NEM | Coûts | Dépenses d'hébergement prises en compte à l'an- nexe VI | Dépenses structurelles non prises en compte à l'annexe VI |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| AG | Logements collectifs de Birr et de Hausen | 72 | 113'810 | 67'380 | 46'430 |
| AI | Foyer de Bleiche | 2 | 2'400 | 289 | 2'111 |
| AR | Centre de transit Alpenblick | 8 | 11'085 | 6'932 | 4'153 |
| BE | Divers centres de transit | 64 | 152'013 | | |
| | Plusieurs communes dans le canton de BE | 8 | 9'527 | | |
| | Structure d'accueil minimal, Stafelalp | 40 | 51'480 | | |
| | <i>Total BE</i> | 0 | 213'020 | 73'554 | 139'466 |
| BL | Logement de secours, Muttenz | 60 | 140'000 | 27'863 | 112'137 |
| BS | Hébergement de secours | ≠données | 4'482 | 4'482 | 0 |
| FR | Centre de la Poya | 20 | 131'873 | 13'951 | 117'922 |
| GE | Logements d'urgence | 80 | 263'762 | 24'139 | 239'623 |
| GL | Centre de transit Rain | selon les besoins | 0 | 0 | 0 |
| GR | Établissement pénitentiaire Realta | 10 | 24'892 | 960 | 23'932 |
| JU | Foyer de 1 ^{er} accueil Belfond | 4 | 7'200 | 209 | 6'991 |
| LU | Logement de secours Ibach | 9 | 8'763 | | |
| | Hébergement de secours | ≠données | 7'520 | | |
| | Appartements privés Caritas | ≠données | 8'910 | | |
| | <i>Total LU</i> | | 25'193 | 19'740 | 5'453 |
| NE | Centre d'accueil | selon les besoins | 3'972 | | |
| | Loyers et charges | ≠données | 1'670 | | |
| | <i>Total NE</i> | | 5'642 | 3'293 | 2'349 |
| NW | Structure d'accueil de requérants d'asile | 8 | 6'524 | 1'115 | 5'409 |
| OW | Logements de secours Alpnach | 4 | 1'575 | 142 | 1'433 |
| SG | Abris de protection civile et logements de secours dans plusieurs communes | div. | 83'001 | 33'119 | 49'882 |
| SH | Foyer +GF+ | 28 | 39'011 | 22'313 | 16'698 |
| SO | Logement de secours Bellach | 10 | 1'425 | | |
| | Centre de transit Oberbuchsiten | 10 | 19'953 | | |
| | Centre de transit Balmberg | 12 | 18'855 | | |
| | <i>Total SO</i> | | 40'233 | 39'308 | 925 |
| SZ | Abris de protection civile Chaltbach | 12 | 9'112 | 1'180 | 7'932 |
| TG | Partie d'un logement collectif | 15 | 23'895 | 13'678 | 10'217 |
| TI | Abris de protection civile Biasca | 30 | 9'999 | 3'059 | 6'940 |
| UR | Appartement 3 pièces | 6 | 1'200 | 0 | 1'200 |
| VD | Structures d'aide d'urgence | 65 | 337'560 | | |
| | Structures mixtes: centres et logement | 80 | 157'450 | | |
| | <i>Total VD</i> | | 495'010 | 81'123 | 413'887 |
| VS | Centre d'accueil, Pavillon réservé à l'aide d'urgence | 20 | 22'397 | 22'397 | 0 |
| ZG | Centre d'aide d'urgence | 25 | 24'177 | 11'915 | 12'262 |
| ZH ¹¹ | Centre de transit | ≠données | 97'290 | | |
| | Centres NEM | ≠données | 417'554 | | |
| | Logements aménagés dans plusieurs communes | ≠données | 182'585 | | |
| | <i>Total ZH</i> | | 697'429 | 520'079 | 177'350 |
| CH | | | 2'396'922 | 992'220 | 1'404'702 |

¹¹ Pour le canton de ZH, s'ajoutent des frais d'encadrement à hauteur de 670 000 francs au 1^{er} trimestre 2006.

Annexe VIII :

Bilan des coûts et indemnités fédérales, aperçu sur huit trimestres

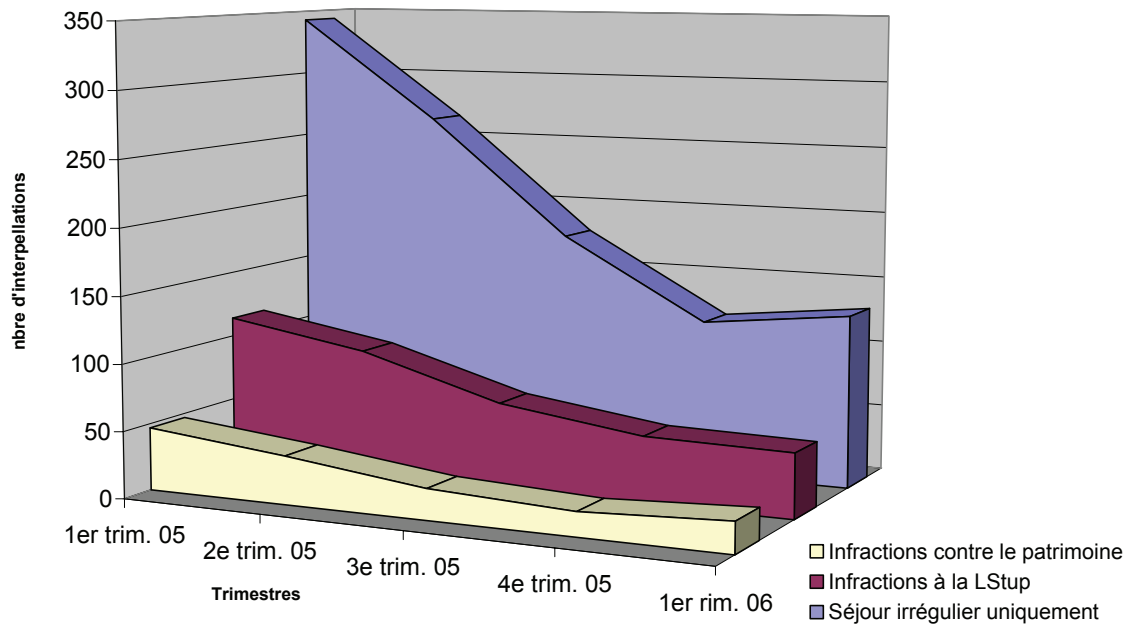
indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005

| | | 2e trimes- tre 2004 | 3e trimes- tre 2004 | 4e trimes- tre 2004 | 1e trimes- tre 2005 | Total 1ère an- née | 2e trimestre 2005 | 3e trimes- tre 2005 | 4e trimes- tre 2005 | 1e trimestre 2006 | Total 2e année | Total 8 trimes- tres |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|----------------------|------------------------|------------------------|----------------------|-------------------|----------------------------|
| effectifs RT non compris | Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération | 1'073'000 | 711'000 | 499'000 | 1'163'000 | 3'446'000 | 1'156'000 | 1'040'000 | 945'000 | 882'000 | 4'023'000 | 7'469'000 |
| | Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération | 2'000 | 23'000 | 30'000 | 60'000 | 115'000 | 35'000 | 26'000 | 87'000 | 37'000 | 185'000 | 300'000 |
| | Coût de l'aide d'urgence individuelle servie par les cantons (frais médicaux compris) | 253'000 | 776'000 | 697'000 | 867'000 | 2'593'000 | 1'066'000 | 1'181'000 | 1'560'000 | 1'311'000 | 5'118'000 | 7'711'000 |
| | Solde | 822'000 | -42'000 | -168'000 | 356'000 | 968'000 | 125'000 | -115'000 | -528'000 | -392'000 | -910'000 | 58'000 |
| effectifs RT compris | Indemnités d'aide d'urgence allouées par la Confédération | 1'073'000 | 711'000 | 499'000 | 1'163'000 | 3'446'000 | 1'156'000 | 1'040'000 | 945'000 | 882'000 | 4'023'000 | 7'469'000 |
| | Indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération | 2'000 | 23'000 | 30'000 | 60'000 | 115'000 | 35'000 | 26'000 | 87'000 | 37'000 | 185'000 | 300'000 |
| | Coût de l'aide d'urgence individuelle servie par les cantons (frais médicaux compris) | 253'000 | 776'000 | 697'000 | 2'534'000 | 4'260'000 | 2'808'000 | 2'921'000 | 3'615'000 | 2'914'000 | 12'258'000 | 16'518'000 |
| | Solde | 822'000 | -42'000 | -168'000 | -1'311'000 | -699'000 | -1'617'000 | -1'855'000 | -2'583'000 | -1'995'000 | -8'050'000 | -8'749'000 |

Jusqu'à fin 2004 (fin de la réglementation transitoire), les RT n'ont pas été pris en considération.

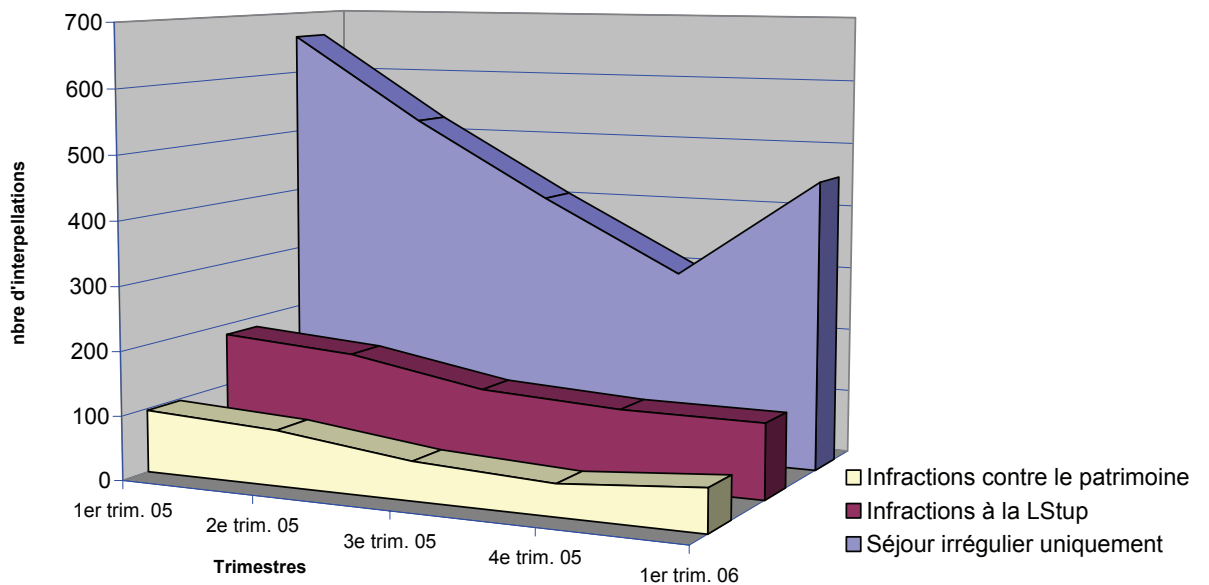
Annexe IXa : Sécurité publique (RT NON COMPRIS)

Types de délits du 1er trimestre 2005 au 1er trimestre 2006



Annexe IXb : Sécurité publique (RT COMPRIS)

Types de délits du 1er trimestre 2005 au 1er trimestre 2006



Attention : l'augmentation subite des interpellations pour séjour illégal est peut être due à des actions ciblées de la part des polices cantonales (?) A relever également que le canton du TI nous a signalé de nombreuses interpellations notamment pour séjour illégal contrairement aux trimestres précédents. Ce commentaire est surtout valable pour les personnes soumises au nouveau régime.

Annexe IXc : Sécurité publique (RT UNIQUEMENT)

Types de délits du 1er trimestre 2005 au 1er trimestre 2006

